



Agriculture : les raisins de la colère

Description

*“Le Grand Effondrement que nous connaissons c’est aussi cela, des gens parfaitement insignifiants dans leur parcours et leurs idées auquel les médias accordent une importance considérable”.**

A l’issue de la présentation d’un troisième plan de 400 millions d’euros en faveur des agriculteurs, par le gouvernement Attal, les syndicats dits majoritaires, la FNSEA et les jeunes agriculteurs, demandent la levée des blocages des tracteurs sur l’ensemble du territoire français. Seule la Confédération paysanne qui regroupe les toutes petites exploitations agricoles, a compris que ce plan comme les 2 précédents, n’est pas à la hauteur des enjeux.

Un déblocage de 150 millions d’euros est prévu pour la filière «élevage », une annulation de la hausse de la taxe sur le gazole non routier (dit GNR) , une augmentation de l’enveloppe destinée à l’installation des jeunes agriculteurs, un relèvement des seuils d’exonération sur les transmissions d’entreprises, un meilleur respect de la loi EGALIM qui impose des discussions entre producteurs agricoles, industriels agro-alimentaires et distributeurs de produits ... Tout cela est certes nécessaire, mais ne répond pas à la question de fond.

La véritable question de fond est l’ouverture programmée par l’Europe de toutes nos frontières, aux importations agricoles étrangères, qui, elles, ne sont pas soumises aux mêmes règles et contraintes en termes de qualité de produits, de prix de fabrication, d’utilisation d’OGM et de produits phytosanitaires.

Accorder la possibilité de vendre en Europe, sans droits de douane, tant des produits de Nouvelle Zélande, d’Ukraine, et bientôt d’Amérique du Sud selon les accords (MERCOSUR), représente une concurrence déloyale pour l’ensemble de nos produits « made in France ».

Croire qu'un saupoudrage de 400 millions d'euros en faveur des agriculteurs français, alors que la Commission européenne a débloqué le même jour, avec l'aval d'E. Macron 50 milliards d'euros pour soutenir, une fois de plus, l'Ukraine qui ne fait même pas partie de l'Europe, est insensé. Si les paysans se mobilisent autant en Allemagne, c'est bien le signe que les clauses de fond de l'agriculture sont faussées.

C'est une absurdité d'exiger qu'une police de l'écologie vérifie et sanctionne tout agriculteur qui ne respecterait pas les règles en cours en matière de friche, de hauteur de haies, d'emplois de pesticides ou d'engrais.

La question d'un revenu décent, pour les agriculteurs, n'est toujours pas d'actualité. Comment pourraient-ils lutter à armes égales avec les pays du Maghreb, dont les coûts de main-d'œuvre sont 15 fois inférieurs à ceux de la France?

Les paysans sont sur la corde raide en matière financière. Ils dépendent tous du financement de la PAC (politique agricole commune), qui bien qu'elle soit encaissée par Paris, ne leur est reversée que 6 à 18 mois plus tard. Le gouvernement fait mine de lâcher du lest en promettant des règlements d'ici 1 mois.

Or, le geste essentiel qui permettra à l'agriculture européenne de survivre est de concevoir une autre politique agricole qui ne soit plus basée sur le libre-échange à tout va.

Pour l'instant, l'objectif des instances européennes consiste à casser l'infrastructure des petites exploitations, de regrouper les terres en les confiant à de grands groupes, et de se soumettre à la grande industrie agro-alimentaire. Dans ce schéma, l'exploitant individuel n'est plus un chef d'entreprise. Il devient un simple exécutant au service d'une superstructure, grande coopérative, groupe agro- alimentaire mondial, ou filiale d'un tel groupe.

La première organisation syndicale agricole française, la FNSEA, dirigée par des représentants de grands groupes, vient d'obtenir du gouvernement français le droit de recruter des jeunes migrants sans papiers afin de les utiliser à bon compte dans leurs exploitations. En contrepartie, le gouvernement leur garantit l'obtention de leurs papiers. Autrement dit, une nouvelle porte ouverte à une nouvelle forme d'immigration?

Tout ceci fait partie d'un plan machiavélique. Si les paysans ne s'entendent pas pour exiger une nouvelle politique agricole commune européenne, le projet de suppression des fermes, des terres agricoles, des cultures et des élevages se poursuivra.

Après avoir sacrifié son savoir-faire, ses usines, son énergie, ses médicaments, bientôt son industrie automobile, la France est en bonne voie de devenir un pays en friche. Insidieusement, le même raisonnement est en cours en matière d'agriculture.

L'Europe, et particulièrement la France, qui était excédentaire en termes d'exportation de produits agricoles, va devenir un simple comptoir d'importation.

Sauver l'agriculture n'est pas simplement un combat pour les agriculteurs, c'est aussi un combat pour tous les français ... Seule une profonde modification des procédures PAC, à l'échelle européenne,

pourra y contribuer.

Mais ce ni avec l'idéologie des fonctionnaires et des élus européens, planqués dans le luxe de leurs institutions, bien décidés à détruire la souveraineté agricole Européenne, ni avec les règles et sanctions d'une écologie punitive, que le gouvernement actuel sauvera l'agriculture. Cela supposerait l'indépendance et le revirement complet de la politique mondialiste d'Emmanuel Macron.

Chanoine

« *Les raisins de la colère* », de John Steinbeck, publié en 1939, et relatant les difficultés des familles américaines, notamment celles qui vivaient de l'exploitation de la terre, lors de la grande crise de 1929.

Categorie

1. Économie

date créée

5 février 2024